

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3371

17 décembre 2015

### SOMMAIRE

ACROS S.A. ....	161764	Maps Cologne One .....	161789
Amromco Lux II S.à r.l. ....	161806	Martin Weber S.à.r.l. ....	161802
BioPharma Credit Investments IV, S.à r.l. ....	161765	McGaw Law Office .....	161778
Capital Lux Management S.A. ....	161778	MCS/AMS Acquisitions S.à r.l. ....	161803
Constructions Michelis S.A. ....	161805	MCS/AMS Group S.à r.l. ....	161804
Jost S.A. ....	161803	MCS/AMS Holding S.à r.l. ....	161804
Kim-Sofronis Arts .....	161808	Melville Luxco .....	161778
LM Holding S.A. ....	161762	MGK Immobilière S.à r.l. ....	161803
LPR Partners S.à r.l. ....	161762	MHC Investment .....	161805
LSREF3 Lion Investments S.à r.l. ....	161762	Microsoft Luxembourg Investments S.à r.l. .....	161804
LSREF4 Churchill Properties S.à r.l. ....	161764	MLS Luxembourg S.à r.l. ....	161805
Luxcad Computer Aided Technologies s.à r.l. .....	161764	Mobile Marketing Consulting S.à r.l. ....	161779
Lux-Drones .....	161807	Morumbi S.A. ....	161788
Luxemburgische Beteiligungs- und Foerde- rungsgesellschaft S.A. ....	161764	MPT Fiduciary Assets S.à r.l. ....	161806
Luxemburgische Beteiligungs- und Foerde- rungsgesellschaft S.A. ....	161765	MTX Holding .....	161806
Luxemburgische Beteiligungs- und Foerde- rungsgesellschaft S.A. ....	161765	Mullebutz s.à r.l. ....	161807
Luxindira S.A. ....	161777	Munster .....	161807
Maca Partners S.à r.l. ....	161778	NasyaJet S.A. ....	161808
Maisons du Monde Luxembourg, S.à r.l. ....	161789	Sofronis Arts .....	161808
Malleza S.A. ....	161789	Somatec S.A. ....	161762
		Stabilus S.A. ....	161788

**LM Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 147.515.

## RECTIFICATIF

Le bilan rectificatif au 31 décembre 2014 (rectificatif du dépôt du bilan au 31 décembre 2014 déposé le 15/10/2015 n° L15018672) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015172023/11.

(150189896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**LPR Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 179.056.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015172024/9.

(150190351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**LSREF3 Lion Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.  
R.C.S. Luxembourg B 188.681.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172025/10.

(150190154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Somatec S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 93.940.

L'an deux mil quinze, le sixième jour du mois d'octobre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOMATEC S.A., avec siège social à L-1413 Luxembourg, 1, Place Dargent, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 93.940 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 3 juin 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 739 du 11 juillet 2003. Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois en suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 24 mars 2004, publié au Mémorial C numéro 520 du 18 mai 2004.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Pierre THOLL, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1413 Luxembourg, 1, Place Dargent.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Monsieur Alain THOLL, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1413 Luxembourg, 1, Place Dargent.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pierre THOLL, prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** La société a pour objet principal la prestation de services administratifs à l'exclusion de toutes activités rentrant dans les professions d'expert-comptable et de conseil économique.

La société peut également opérer en tant qu'agence commerciale.

La société a également pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de marques, de brevets, de licences ou d'autres droits du domaine de la propriété intellectuelle, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.»

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Resteront annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que tous les actionnaires étant présents ou représentés, ils ont renoncé aux convocations d'usage et ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour de la présente assemblée.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'entièreté du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur le seul point porté à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

#### *Première et unique résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** La société a pour objet principal la prestation de services administratifs à l'exclusion de toutes activités rentrant dans les professions d'expert-comptable et de conseil économique.

La société peut également opérer en tant qu'agence commerciale.

La société a également pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de marques, de brevets, de licences ou d'autres droits du domaine de la propriété intellectuelle, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.»

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Le notaire instrumentant a rendu les parties comparantes attentives au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les dites parties comparantes.

#### *Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

#### *Pouvoirs*

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Pierre Tholl, Alain Tholl, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 8 octobre 2015. 1LAC / 2015 / 32213. Reçu 75.-€

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172823/78.

(150190675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

**LSREF4 Churchill Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 196.203.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172026/10.

(150190133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Luxcad Computer Aided Technologies s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1842 Howald, 16, avenue Grand-Duc Jean.

R.C.S. Luxembourg B 43.733.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxcad Computer Aided Technologies S.à r.l.

Référence de publication: 2015172027/10.

(150189842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**L.B.F. S.A., Luxemburgische Beteiligungs- und Foerderungsgesellschaft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 24.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015172028/12.

(150189848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**ACROS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 200.755.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Actionnaire unique tenue le 14 octobre 2015:*

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Daniel GALHANO, de son poste d'administrateur ainsi que de son poste de Président du Conseil d'administration de la Société, avec effet immédiat.

Egalement, l'Assemblée décide d'accepter la démission de son poste d'administrateur de la société SECURED INTERNATIONAL TRANSACTIONS SERVICES S.A. (en abrégé SITS S.A.) avec effet immédiat.

2) L'Assemblée décide de nommer aux postes d'administrateurs de la Société, avec effet immédiat, pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la Société devant se tenir en 2020:

- Monsieur Laurent LELLU, né le 10 Septembre 1972 à Tours, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

- Monsieur Nicolo HOREL, né le 17 Janvier 1982 à Fiesole, Italie, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACROS S.A.

Référence de publication: 2015172265/22.

(150190796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

---

**L.B.F. S.A., Luxemburgische Beteiligungs- und Foerdernngsgesellschaft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 24.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2015172029/12.

(150189849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

**L.B.F. S.A., Luxemburgische Beteiligungs- und Foerdernngsgesellschaft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 24.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2015172030/12.

(150189850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

**BioPharma Credit Investments IV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.867.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of September.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 103.123,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, on September 25<sup>th</sup>, 2015.

Said proxy after signature "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing party, through its mandatory, intends to incorporate a "private limited liability company" (société à responsabilité limitée), the Articles of which it has established as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "BioPharma Credit Investments IV, S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10<sup>th</sup>, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the Board (as defined below). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, loans, notes, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt securities or instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and subject to Article 6.2, equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favor or relate to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twenty thousand United States dollars (USD 20,000), represented by two million (2,000,000) shares in registered form, having a par value of one United States cent (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles and, as applicable, subject to article 6.2 of these Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. The Company shall not issue any additional classes or series of shares that bear different rights than the shares. All shares of the Company shall be issued at the same par value, shall be in the same form and shall bear the same voting and other rights, terms and features.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of these Articles or of any agreement pertaining to the Company as may be entered into from time to time by and between the Company and its shareholders, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

### **Art. 7. Share transfer.**

7.1. No sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (including the granting of any participation) (each a Transfer) of all or any part of any shareholder's interest or shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an associate or by operation of law), shall be valid or effective except with the prior consent of the Board, which consent may be given or withheld in the Board's sole discretion.

7.2. In addition to article 7.1 above and where the Company has more than one shareholder, the Transfer of shares (inter vivos) to third parties (other than an existing shareholder) is furthermore subject to the prior approval of the shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the share capital.

7.3. The Transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the rights owned by the survivors.

7.4. Notwithstanding the above, a share Transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.5. No Transfer of an interest or Share in violation of this article shall be valid or effective, and the Company shall not recognize such a Transfer, for the purposes of making distributions or otherwise with respect to interests or shares in the Company.

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 8. Appointment and removal of managers.**

8.1. The Company is managed by one or more, but no more than five (5), managers appointed by a resolution of the General Meeting of the shareholders of the Company representing at least seventy-five per cent (75%) of the shares of the Company. The managers need not be shareholders.

8.2. In case several managers have been appointed by the General Meeting pursuant to article 8.1 above, they will form a board of managers (the Board).

8.3. Unless otherwise decided by the General Meeting, the members of the Board will serve for a term of six (6) years.

8.4. Where the Company only has one shareholder, the managers may be removed at any time, with or without cause, by such shareholder. Where the Company has more than one shareholder, the managers may only be removed for causes (causes légitimes) by a General Meeting convened by shareholders representing at least 15% of the shares of the Company, provided that this ability shall only be exercised a maximum of one time in any continuous twelve-month period.

8.5. In the event that a manager ceases to serve as a manager of the Company as a result of death, disability, retirement, resignation or otherwise (except a removal for cause pursuant to article 8.4 above), the vacancy on the Board so created shall be filled by a majority vote of the remaining managers until a new manager has been appointed by the General Meeting of the shareholders of the Company representing at least more than fifty per cent (50%) of the shares of the Company.

#### **Art. 9. Powers of the Board.**

9.1. All powers not expressly reserved to the shareholder(s) of the Company by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

9.2. Powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

9.3. The Board may create and establish any committee to provide it with knowledge, insight and recommendations in connection with the performance of the corporate object of the Company.

9.4. The Board shall act in accordance with any agreement pertaining to the Company as may be entered into from time to time by and between the Company and its shareholders and any decision taken by any member of the Board in breach of any such agreements will be deemed to constitute a cause (cause légitime) for removal of any relevant member of the Board by the General Meeting pursuant to article 8.4. of these Articles.

#### **Art. 10. Procedure.**

10.1. The Board will appoint a chairman among its members and may choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

10.2. The Board meets upon the request of the chairman or any two (2) managers, at the place indicated in the notice which, in principle, is in Luxembourg.

10.3. Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

10.4. No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

10.5. A manager may grant a power of attorney to another manager, irrespective to his class, in order to be represented at any meeting of the Board.

10.6. The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The chairman may cast the deciding vote in the event of tie. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

10.7. Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

10.8. Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

#### **Art. 11. Representation.**

11.1. The Company is bound towards third parties in all matters by:

- (i) the joint signatures of any two (2) managers.
- (ii) the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated by the Board.

11.2. Without prejudice to any other applicable provisions of the Law or these Articles, the Board shall require the prior written approval of shareholders owning at least ninety percent (90%) of the share capital of the Company in respect of:

(i) the sale, assignment, transfer, dissolution or liquidation of any subsidiary of the Company as may be incorporated by the Company from time to time for the first five (5) years following the incorporation of any such subsidiary, and the approval of shareholders owning at least seventy five percent (75%) of the share capital following such five (5) year period; and

(ii) the amendment of the terms and conditions of any securities issued and to be issued by the Company and/or any of its subsidiaries, to the extent the vote of the Company is required in its capacity as a shareholder in such subsidiaries, pursuant to such terms and conditions.

#### **Art. 12. Sole manager.**

12.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

12.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

12.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the sole manager.

#### **Art. 13. Liability of the managers.**

13.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

13.2. To the extent permissible under Luxembourg law, the managers, directors and other officers of the Company (including, for the avoidance of any doubt, the permanent representative of any legal entity appointed as director of the Company but excluding the members of any committee that the Board is entitled to create pursuant to article 9.3 of these Articles) as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated by the Board, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, directors, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

13.3. To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law by application of article 192 of the Law, a manager shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other manager, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or willful default.

### **IV. Shareholder(s)**

#### **Art. 14. General meetings of shareholders and shareholder's written resolutions.**

14.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 14.1 (ii), resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting).

(ii) So far the Company has less than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

(iv) Shareholders holding at least fifty per cent (50%) of the shares of the Company have the ability to call a General Meeting pursuant to article 196 of the Law.

14.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) Where resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of the resolutions to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Written Shareholders Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital or any other higher threshold specified in these Articles or in the Law. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Written Shareholders Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(viii) Except as provided for under articles 14.2 (ix), (x) and (xi) below, the Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) For a period of five (5) years following the incorporation of the Company, article 6.2., article 14.2. (viii), this article 14.2 (ix) and article 19 of these Articles “dissolution and liquidation” are amended only with the consent of shareholders owning at least ninety per cent (90%) of the share capital of the Company. At the expiration of this five (5) years period, article 6.2., article 14.2. (viii), this article 14.2 (ix) and article 19 of these Articles are amended as provided for under article 14.2 (viii) above.

(x) Article 11.2. of these Articles is amended only with the unanimous consent of the shareholders of the Company.

(xi) Any change in the nationality of the Company requires the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 15. Sole shareholder.**

15.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Written Shareholders Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 16. Financial year and approval of annual accounts.**

16.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

16.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company’s assets and liabilities, with an annex summarizing the Company’s commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

16.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

16.4. The balance sheet and profit and loss account are approved in the following manner:

- (i) at the annual General Meeting or by way of Written Shareholders Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year; or
- (ii) in case the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting of the Company.

The annual General Meeting shall be held each year on the first Monday of May each year at 10:00 a.m. at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (a Business Day), on the next following Business Day at the same time and place. Written Shareholders Resolutions will replace the annual General Meeting in case the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25).

#### **Art. 17. Auditors.**

17.1. In case the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one (1) or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d’entreprises agréés). The statutory auditors are subject to re-appointment at the annual general meeting. They may or may not be shareholders.

17.2. When so required by law, the operations of the Company will be supervised by one (1) or more approved external auditors (réviseurs d’entreprises agréés).

17.3. So far as required by law, the shareholders will appoint the approved external auditors, if any, and will determine their number, remuneration and the term of their office.

17.4. Notwithstanding articles 17.2 and 17.3 of these Articles, the Board is entitled to appoint one or more réviseurs d’entreprises or chartered accountant to act as independent auditor of the Company unless otherwise required by law.

#### **Art. 18. Allocation of profits.**

18.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law (the Legal Reserve). This allocation ceases to be required when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

18.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated in accordance with the terms of any agreements entered into between the shareholders from time to time. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

18.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts must be drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company must not be threatened by the distribution of an interim dividend, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

18.4. Any distributions made by the Company, whether by means of dividend payment or repayment of capital, shall, in addition to the terms of these Articles, be subject to the terms of any agreements entered into between the shareholders of the Company from time to time.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 19. Dissolution and liquidation.

19.1. For a period of five (5) years following the incorporation of the Company, the Company may only be dissolved with the consent of shareholders owning at least ninety per cent (90%) of the share capital of the Company.

19.2. At the expiration of a period of five (5) years following the incorporation of the Company, the Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

19.3. The shareholders will appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

19.4. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

19.5. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in accordance with the terms of any agreements entered into between the shareholders of the Company from time to time.

## VII. General provisions

### Art. 20. General provisions.

20.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Written Shareholders Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

20.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

20.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Written Shareholders Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

20.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

#### *Transitory provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31<sup>st</sup>, 2015.

#### *Subscription and payment*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., represented as stated above, subscribes for two million (2,000,000) shares in registered form, having a par value of one United States cent (USD 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000).

The amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

### Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1.400).

The amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000) corresponds to the amount of seventeen thousand nine hundred five euro and ten cent (EUR 17,905.10) according to the exchange rate published by the European Central Bank on September 28<sup>th</sup>, 2015.

### Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for a term of six (6) years:

- Ms. Myla Baguilat TOLENTINO, company director, born on June 15<sup>th</sup>, 1980, in Kiangang Ifugao, Republic of the Philippines, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Ms. Miroslava JASSOVA, company director, born on July 15<sup>th</sup>, 1988, in Dolny Kubin, Slovak Republic, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Martin Paul GALLIVER, company director, born on June 15<sup>th</sup>, 1980, in Monaco, Monaco, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf septembre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### A COMPARU:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.123,

ici représenté par Madame Corinne PETIT, employée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

### I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est «BioPharma Credit Investments IV, S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

### Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du Conseil (tel que défini ci-dessous). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, emprunt, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments et valeurs de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette, sous réserve des dispositions de l'article 6.2., ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000), représenté par deux millions (2.000.000) de parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et intégralement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts, et le cas échéant, sous réserve des dispositions de l'article 6.2. des présents Statuts.

### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. La Société n'émettra pas d'autres catégories ou séries de parts sociales qui portent des droits différents de ceux des parts sociales. Toutes les parts sociales de la Société seront émises à la même valeur nominale, devront être de la même forme et auront le même droit de vote et autres droits, modalités et caractéristiques.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté par chaque associé sur demande.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions des présents Statuts ou de n'importe quel accord que la Société peut conclure avec ses associés, à condition que la Société dispose de réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

### **Art. 7. Transfert de Parts sociales.**

7.1. Aucune vente, cession, transfert, échange, nantissement, engagement ou autre acte de disposition (incluant la cession de toute participation) (chacun, un Transfert) de toute ou partie de la participation ou des parts d'un associé, qu'elle soit directe ou non, volontaire ou non (ce qui inclut, sans limitation, à un associé ou de plein droit), seront valides et effectives avec le consentement préalable du Conseil, consentement qui peut être donné ou retenu à la discrétion entière de ce dernier.

7.2. Outre les dispositions de l'article 7.1. ci-dessus et lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à un tiers (autre qu'un associé existant) est également soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social.

7.3. La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès d'un associé doit être approuvée par les associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) des droits détenus par les survivants.

7.4. Nonobstant ce qui est prévu ci-dessus, un Transfert de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifié à la Société ou accepté par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

7.5. Aucun Transfert d'une participation ou d'une part sociale intervenu en violation du présent article ne sera valide ou effectif, et la Société ne reconnaîtra pas un tel Transfert dans le but d'effectuer des distributions ou pour d'autres objets en relation avec la détention d'une participation dans la Société.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 8. Nomination et révocation des gérants.

8.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, mais au maximum cinq (5), nommés par une résolution de l'Assemblée Générale des associés de la Société représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) des parts de la Société. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

8.2. Si plusieurs gérants ont été nommés par l'Assemblée Générale conformément à l'article 8.1. ci-dessus, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).

8.3. Sauf s'il en est décidé autrement lors d'une Assemblée Générale, les membres du Conseil seront nommés pour une période de six (6) ans.

8.4. Dans l'hypothèse où la Société ne compte qu'un associé, les gérants peuvent être révoqués par cet associé à tout moment, avec ou sans motif. Dans l'hypothèse où la Société compte plus d'un associé, les gérants peuvent être révoqués pour cause légitime par une Assemblée Générale convoquée à l'initiative des associés représentant au moins quinze pour cent (15%) des parts de la Société, sous réserve que cette faculté ne soit exercée qu'une fois au maximum sur une période continue de douze mois.

8.5. Dans l'hypothèse où un gérant cesse ses fonctions de gérant de la Société suite à sa mort, son handicap, sa retraite, sa démission ou pour toute autre raison (sauf dans l'hypothèse d'une révocation, telle que décrite à l'Article 8.4. ci-dessus), la vacance au sein de Conseil ainsi créée sera complétée par une majorité des votes des gérants restant, jusqu'à ce qu'un nouveau gérant soit nommé par l'Assemblée Générale des associés de la Société représentant au moins plus de cinquante pour cent (50 %) des parts de la Société.

#### Art. 9. Pouvoirs du Conseil.

9.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

9.2. Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

9.3. Le Conseil peut créer et mettre en place un comité pour lui fournir des connaissances, idées et recommandations en rapport avec l'accomplissement de l'objet social de la Société.

9.4. Le Conseil doit agir en conformité avec tout accord se rapportant à la Société qui peut être conclu par et entre la Société et ses associés et toute décision prise par un membre du Conseil en violation de ces accords pourra constituer une cause légitime pour l'exclusion de tout membre du Conseil par l'Assemblée Générale conformément à l'article 8.4. des présents Statuts.

#### Art. 10. Procédure.

10.1. Le Conseil nommera un président au sein de ses membres et pourra choisir un secrétaire, qui ne doit pas forcément être un gérant, et qui sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du Conseil et des Assemblées Générales.

10.2. Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui, en principe, est au Luxembourg.

10.3. Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

10.4. Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

10.5. Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant, quelle que soit sa catégorie, afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

10.6. Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le président aura une voix prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

10.7. Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

10.8. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

#### **Art. 11. Représentation.**

11.1. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par:

- (i) les signatures conjointes de deux (2) gérants;
- (ii) la signature unique ou conjointes de toutes personnes à qui des pouvoirs de représentation ont été délégués valablement par le Conseil.

11.2. Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents Statuts, le consentement écrit préalable des associés représentant au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du capital social de la Société sera requis pour toute décision du Conseil concernant:

- (i) la vente, la cession, le transfert, la dissolution, ou la liquidation de toute filiale de la Société constituée par la Société pendant les cinq (5) premières années suivant la constitution d'une telle filiale, et l'approbation des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social après ces cinq (5) premières années; et
- (ii) la modification des termes et conditions des valeurs mobilières émises ou à émettre par la Société et/ou de ses filiales au, dans la mesure où le vote de la Société est requis en sa qualité d'associé de ces filiales, conformément aux termes et conditions.

#### **Art. 12. Gérant unique.**

12.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

12.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

12.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

#### **Art. 13. Responsabilité des gérants.**

13.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

13.2. Dans la mesure où cela est autorisé par la loi luxembourgeoise, les gérants, directeurs et autres agents de la Société (ce qui inclut, pour éviter toute incertitude, le représentant permanent de toute personne morale nommé comme directeur de la Société, mais ce qui exclut les membres des comités que le Conseil est autorisé à créer conformément à l'article 9.3. des présents Statuts) ainsi que les personnes auxquelles de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués par le Conseil, doivent être indemnisés par la Société de tout frais, facture, perte, dommage et dépenses encourus ou supportés par eux en lien avec toute procédure, revendication ou poursuite auxquelles ils peuvent être partie en raison de leurs fonctions de gérant, directeur et autres agent de la Société, en raison de transactions réalisées par la Société, contrat conclu, action intentée, validée ou omise, en lien avec l'exécution de leurs devoirs, sauf en ce qui concerne le passif et les dépenses engendrées par leur faute grave ou négligence flagrante, et ceci sans préjudice de tout autre droit qui leurs ont été donné.

13.3. Dans la mesure où cela est autorisé par la loi luxembourgeoise, et sauf disposition contraire de l'article 59 alinéa 2 de la Loi par application de l'article 192 de la Loi, un gérant ne sera pas responsable des actions, négligences et défaillances d'autres gérants, ou pour toute perte ou dommage engendré par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage, ou malchance qui arrivera dans la réalisation de leurs devoirs, sauf si cela a également été engendré par sa faute grave ou négligence flagrante.

### **IV. Associé(s)**

#### **Art. 14. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.**

14.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 14.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale).

(ii) Aussi longtemps que la Société compte moins de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés pourront être adoptées par voie de résolutions écrites (les Résolutions Écrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

(iv) Les associés détenant au moins cinquante pour cent (50 %) du capital social de la Société pourront convoquer une Assemblée Générale, conformément à l'article 196 de la Loi.

14.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés, conformément aux Statuts. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Écrites des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social ou toute autre majorité indiquée dans les Statuts ou dans la Loi. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Écrites des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Sauf disposition contraire des articles 14.2. (ix), (x) et (xi) ci-dessous, les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Pendant une période de cinq (5) ans suivant la constitution de la Société, l'article 6.2., l'article 14.2. (viii), le présent article 14.2. (ix) et l'article 19 «Dissolution et liquidation» des présents Statuts ne seront modifiés qu'avec le consentement des associés détenant au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du capital social de la Société. À l'expiration de cette période de cinq (5) ans, l'article 6.2., l'article 14.2. (viii), le présent article 14.2. (ix) et l'article 19 des présents Statuts seront modifiés en conformité avec les dispositions de l'article 14.2. (viii) ci-dessus.

(x) L'article 11.2. des présents Statuts ne sera modifié qu'avec le consentement unanime des associés de la Société.

(xi) Tout changement de nationalité de la Société exige le consentement unanime des associés.

#### **Art. 15. Associé unique.**

15.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Écrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 16. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

16.1. L'exercice social commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

16.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

16.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

16.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés de la manière suivante:

(i) par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Écrites des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social; ou

(ii) Dans l'hypothèse où le nombre d'associés dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale Annuelle de la Société.

L'Assemblée Générale Annuelle se tiendra chaque année le premier lundi du mois de mai à 10:00 au siège social de la Société, et si un tel jour n'est pas un jour où les banques sont ouvertes au Luxembourg (un Jour Ouvrable), le Jour Ouvrable suivant, à la même heure et au même endroit. Des Résolutions Ecrites des Associés remplaceront l'Assemblée Générale annuelle dans l'hypothèse où le nombre d'associés dans la Société n'exède pas vingt-cinq (25).

#### **Art. 17. Commissaire aux Comptes - Réviseurs d'entreprises.**

17.1. Dans l'hypothèse où le nombre d'associés dépasse vingt-cinq (25), la supervision de la Société sera confiée à un (1) ou plusieurs Commissaire(s) au Comptes, à moins que la Loi ne prévoie pas la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les Commissaires aux comptes seront reconduits à l'Assemblée Générale Annuelle. Les Commissaires aux comptes ne doivent pas nécessairement être associés.

17.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

17.3. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

17.4. Nonobstant les dispositions des articles 17.2. et 17.3. des présents Statuts, le Conseil peut nommer un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises ou comptable(s) agréé(s), pour agir en tant qu'auditeur(s) indépendant(s) de la Société, sauf disposition contraire de la loi.

#### **Art. 18. Affectation des bénéfices.**

18.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

18.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels, en accord avec les termes de tout contrat conclu entre les associés à tout moment. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

18.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés par la distribution d'un dividende intérimaire, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de demander le remboursement des dividendes qui ne correspondent pas aux bénéfices réalisés et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société si cela est demandé par le Conseil.

18.4. Toute distribution faite par la Société, que ce soit par versement de dividendes ou remboursement de capital, peut être soumise aux dispositions de tout accord conclu entre la Société et les associés le cas échéant, en plus des dispositions des présents Statuts.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 19. Dissolution et liquidation.**

19.1. Pendant une période de cinq (5) ans suivant la constitution de la Société, la Société ne pourra être dissoute qu'avec le consentement des associés détenant au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du capital social de la Société.

19.2. À l'expiration de cette période de cinq (5) ans, la Société pourra être dissoute à tout moment par une résolution des associés adoptée par une majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

19.3. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateur(s), qui n'a(ont) pas besoin d'être associé(s), pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

19.4. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

19.5. Le boni (s'il y en a) après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés en accord avec toute convention que la Société peut conclure avec ses associés.

### **VII. Dispositions générales**

#### **Art. 20. Dispositions générales.**

20.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Écrites des Associés sont établies par écrit, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

20.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

20.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visio-conférence et des Résolutions Écrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

20.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

### *Souscription et libération*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à deux millions (2.000.000) de parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune, et s'engage à les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000).

Le montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

La somme de vingt mille dollars américains (USD 20.000) correspond à la somme de dix-sept mille neuf cent cinq euros et dix cents (EUR 17.905,10) conformément au taux de change publié par la Banque Centrale Européenne en date du 28 septembre 2015.

### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée de six ans à partir de la constitution:

- Madame Myla Baguilat TOLENTINO, gérante, née le 15 juin 1980 à Kiangang Ifugao, République des Philippines, résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Madame Miroslava JASSOVA, gérante, née le 15 juillet 1988 à Dolny Kubin, République slovaque, résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Martin Paul GALLIVER, gérant, né le 15 juin 1980 à Monaco, Principauté de Monaco, résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 08 octobre 2015. 2LAC/2015/22628. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172308/678.

(150191680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

---

### **Luxindira S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 119, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 169.726.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015172031/9.

(150190240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Macae Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 40.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 187.426.

Il est à noter que le prénom de Monsieur Jean Jacques Josset a été mal orthographié et doit se lire Jean-Jacques Josset.

Le 20 octobre 2015.

Pour extrait conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015172033/12.

(150190248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**McGaw Law Office, Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 166.330.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour McGaw Law Office SA*

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015172036/12.

(150190288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Capital Lux Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 185.083.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du conseil d'administration tenue le 14 octobre 2015 que Monsieur Matthijs BOGERS a été nommé en tant que Président du conseil d'administration.

De plus, il résulte de l'assemblée générale de l'actionnaire unique du 21 octobre 2015 que Madame Mombaya KIMBULU a démissionné de son mandat d'administrateur.

Monsieur Eddy DOME, né le 16 août 1965 à Waremme (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé administrateur en remplacement et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Ainsi, le conseil d'administration de la Société est désormais constitué comme suit:

- Monsieur Matthijs BOGERS, administrateur et président du conseil d'administration;
- Monsieur Stéphane HEPINEUZE, administrateur;
- Monsieur Eddy DOME, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172334/21.

(150191188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

---

**Melville Luxco, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 198.994.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 1116 du 9 octobre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS

Notaire

Référence de publication: 2015172037/12.

(150190078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

**Mobile Marketing Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8151 Bridel, 15, rue de Schoenfels.

R.C.S. Luxembourg B 200.817.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the ninth of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mr Marouan DARHNAJ, entrepreneur, born on January 7<sup>th</sup>, 1976 in Casablanca, Morocco, residing at 15, rue de Schoenfels, L-8151 Bridel, Grand-Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on October 5<sup>th</sup>, 2015.

The proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “Mobile Marketing Consulting S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10<sup>th</sup>, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), these articles of incorporation (the Articles) as well as any shareholders’ agreement, which might be entered into between the shareholders from time to time (the Shareholders Agreement).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Kopstal, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the same municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Corporate object.**

3.1. The object of the Company is consulting services regarding development of solutions for industrial and multichannel mobile marketing, customer loyalty, promotion and mobile payment.

The Company may also take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property, including real estate properties, as the company shall deem fit, and generally hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and grant to any holding company, subsidiary, or affiliated company, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or affiliated company, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed and perform any and all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 4. Duration.**

- 4.1. The Company is formed for an unlimited duration.
- 4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

**II. Capital - Shares****Art. 5. Capital.**

- 5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.
- 5.2. The share capital may be increased or decreased one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

**Art. 6. Shares.**

- 6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.
- 6.2. Subject to any contrary provision contained in the Shareholders Agreement, shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless all shareholders unanimously agree thereto in a general meeting and subject to any contrary provision contained in the Shareholders Agreement.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

- 6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.
- 6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

**III. Management - Representation****Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office in conformity with the provisions of the Shareholders Agreement, if any. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board) composed of at least one A class manager and one B class manager.

**8.1. Powers of the board of managers**

(i) Subject to any contrary provision contained in the Shareholders Agreement, all powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

**8.2. Procedure**

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if all its members are present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a qualified majority of at least two thirds (2/3) of the votes of all the managers, being present or represented, provided that there is one class A manager and one class B manager present. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

### 8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of an A class manager and of a B class manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

### **Art. 9. Sole manager.**

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

### **Art. 10. Liability of the managers.**

10.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

## **IV. Shareholder(s)**

### **Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.**

#### 11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

#### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by an unanimous decision of all shareholders.

(vii) The Articles are amended with the unanimous consent of all shareholders.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

### **Art. 12. Sole shareholder.**

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

## **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

### **Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

#### **Art. 14. Réviseurs d'entreprises.**

14.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

#### **Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by a resolution of the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the unanimous consent of all shareholders. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them, subject to any provision of the Shareholders Agreement.

### **VII. General provisions**

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles and the Shareholders Agreement, if any are determined in accordance with the Law.

#### *Transitory provision*

1) The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31<sup>st</sup>, 2016.

2) The Company's annual accounts for the first financial year for the period from the date of this deed to and including December 31<sup>st</sup>, 2016 shall be approved in accordance with the provisions of article 13.2 on April 8<sup>th</sup>, 2017 at the latest.

#### *Subscription and payment*

All of the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by Mr Marouan DARHNAJ, prenamed.

All of the shares have been fully paid up by a contribution in kind consisting of a Citroën C4 Picasso vehicle, with identification number VF7UARHJHAJ559510.

The contributor declares evaluating the contributed vehicle at at least twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

Futhermore Mr Marouan DARHNAJ declares:

1. That he is the owner of the vehicle;

2. That he is the only person entitled to the vehicle and has the sole power to dispose;

3. That the the vehicle is not encumbered with any pledge or usufruct;
4. That the vehicle is not pledged and no third party has any right of usufruct on it;
5. That the vehicule is not seized;
6. That there is no right of first refusal or other right under which a person may be entitled to be awarded ownership of the vehicle; and
7. That the vehicle is freely transferable and that all formalities in order to formalize the transfer of the vehicle with respect to the Company will be carried out by him.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

#### *Note*

The notary drawing up the present deed has drawn the attention of the appearing party to the fact that the newly incorporated company, before exercising any commercial activity, has to be in possession of the corresponding trade-approval (authorisation) in respect of the object clause of the company, which the appearing party expressly recognized.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as Sole Manager of the Company as from the date of the present resolutions and for an unlimited duration:

Mr Marouan DARHNAJ, entrepreneur, born on January 7<sup>th</sup>, 1976 in Casablanca, Morocco, residing at 15, rue de Schoenfels, L-8151 Bridel, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 15, rue de Schoenfels, L-8151 Bridel, Grand-Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the representative of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person has signed with Us the notary the present deed.

#### **Suit la version en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le neuf octobre.

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

#### **A COMPARU:**

Monsieur Marouan DARHNAJ, entrepreneur, né le 7 janvier 1976 à Casablanca, Maroc, résidant au 15, rue de Schoenfels, L-8151 Bridel, Grand-Duché de Luxembourg,

représenté par Madame Corinne PETIT, employée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 5 octobre 2015.

La procuration, signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée par les présentes:

#### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Mobile Marketing Consulting S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), par les présents statuts (les Statuts) ainsi que par tout pacte d'associés susceptible d'être conclu à tout moment entre les associés (le Pacte d'Associés).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Kopstal, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet social de la Société est le conseil en développement de solutions industrielles et multicanal de marketing mobile, de fidélisation, de promotion et de paiement mobile.

La Société peut également prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, y inclut les investissements immobiliers, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et octroyer à toute société holding, filiale ou société apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou sociétés apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites se rattachant directement ou indirectement à son objet aux fins de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Sous réserve de toute disposition contraire du Pacte d'Associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à des tiers qu'avec l'accord unanime préalable de l'ensemble des associés donné lors d'une assemblée générale et sous réserve de toute disposition contraire du Pacte d'Associés.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi s'appliqueront.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

### **Art. 7. Nomination et révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat et en conformité avec les dispositions du Pacte d'Associés s'il y a lieu. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

**Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil) composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

### 8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Sous réserve de dispositions contraire du Pacte d'Associés, tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

### 8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si tous ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité qualifiée des deux-tiers (2/3) des voix de tous les gérants, ceux-ci pouvant être présents ou représentés, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B présents.

Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

## **Art. 9. Gérant unique.**

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

## **Art. 10. Responsabilité des gérants.**

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## **IV. Associé(s)**

### **Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.**

#### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par décision unanime de tous les associés.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement unanime de tous les associés.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

#### **Art. 12. Associé unique.**

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

#### **Art. 14. Réviseurs d'entreprises.**

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

#### **Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par une décision des associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par l'unanimité des associés. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et

déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux, sous réserve des dispositions du Pacte d'Associés.

## VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus.

Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts et le Pacte d'Associés, le cas échéant, il est fait référence à la Loi.

### *Disposition transitoire*

1) Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

2) Les comptes annuels concernant le premier exercice social de la Société pour la période commençant à la date du présent acte jusqu'au et y compris le 31 décembre 2016 devront être approuvés selon les dispositions de l'article 13.2 au plus tard le 8 avril 2017.

### *Souscription et Libération*

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été entièrement souscrites par Monsieur Marouan DARHNAJ, prénommé.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement au moyen d'un apport en nature consistant d'un véhicule de marque Citroën, modèle C4 Picasso dont le numéro d'identification est VF7UARHJHAJ559510.

L'apporteur déclare évaluer le véhicule apporté à au moins douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR).

De plus Monsieur Marouan DARHNAJ déclare:

1. Qu'il est le propriétaire du véhicule;
2. Qu'il est le seul ayant droit sur le véhicule et a seul le pouvoir d'en disposer;
3. Que le véhicule n'est grevé d'aucun gage ou d'usufruit;
4. Que le véhicule n'est pas gagé et qu'aucun tiers ne dispose sur lui d'un droit d'usufruit;
5. Que le véhicule n'est pas saisié;
6. Qu'il n'existe aucun droit de préemption ou autre droit en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit de se voir attribuer la propriété du véhicule; et
7. Que le véhicule est librement transmissible et que toutes les formalités dans le but de formaliser le transfert du véhicule à l'égard de la Société seront effectuées de par ses soins.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (1.400.- EUR).

### *Déclaration*

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en tant que seul gérant de la Société à partir de la date des présentes résolutions et pour une durée illimitée:

Monsieur Marouan DARHNAJ, entrepreneur, né le 7 janvier 1976 à Casablanca, Maroc, résidant au 15, rue de Schoenfels, L-8151 Bridel, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 15, rue de Schoenfels, L-8151 Bridel, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la représentante de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite personne a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 16 octobre 2015. 2LAC/2015/23329. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172038/495.

(150190816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Morumbi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1218 Luxembourg, 33, rue Baudouin.

R.C.S. Luxembourg B 120.810.

—  
EXTRAIT

Les comptes annuels du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015172039/14.

(150190300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Stabilus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.589.

—  
*Extrait du procès-verbal du conseil de surveillance de la société tenu en date du 25 septembre 2015*

A l'occasion de la réunion du conseil de surveillance de la Société tenue le 25 septembre 2015, les membres du conseil de surveillance ont pris acte de la démission avec effet au 30 septembre 2015 de M. Nizar Ghossaini de ses fonctions de membre du conseil de surveillance et de membre du comité de rémunération.

Les membres du conseil de surveillance ont en outre décidé de coopter M. Ralf-Michael Fuchs, domicilié au Untermainanlage 5, 60329 Frankfurt-am-Main (Allemagne), en tant que membre du conseil de surveillance en remplacement de M. Ghossaini avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015, et de nommer M. Stephan Kessel en tant que membre du comité de rémunération avec effet au 25 septembre 2015.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stabilus S.A.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015172137/19.

(150190393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Maisons du Monde Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 144.360.

—  
EXTRAIT

Il est à noter que le représentant permanent de la société MAGNOLIA (BC) SAS, gérant unique de la société MAISONS DU MONDE LUXEMBOURG S.à r.l, est:

- Monsieur Gilles PETIT, demeurant à 67, rue de Versailles, F-92410 Ville-D'avray (France) en sa qualité de président de la société MAGNOLIA (BC) SAS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015172041/14.

(150190368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Malleza S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M.Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 114.295.

—  
Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Malleza SA

Référence de publication: 2015172042/11.

(150190189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Maps Cologne One, Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.872.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of October.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Arminius Funds Management Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of Jersey, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 94019, having its registered office at First Island House, 19-21 Peter Street, St. Helier, Jersey JE2 4SP,

here represented by Me Carl de la Chapelle, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given on 16 October 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing, represented as stated here above, party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a public limited company (société anonyme) under the name Maps Cologne One (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## **B. Share capital - Shares**

### **Art. 5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000), represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

### **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

### **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law.

7.4 Any transfer of registered shares shall become effective (opposable) towards the Company and third parties either (i) through a declaration of transfer recorded in the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of a transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

## C. General meetings of shareholders

### Art. 8. Powers of the general meeting of shareholders.

8.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the “sole shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

### Art. 9. Convening of general meetings of shareholders.

9.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the statutory auditor(s).

9.2 It must be convened by the board of directors or the statutory auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

9.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

9.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

### Art. 10. Conduct of general meetings of shareholders.

10.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on 10 June at 10:00 am CET. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

10.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall in such case be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be, to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

10.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

10.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

10.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

10.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

10.8 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

**Art. 11. Quorum and vote.**

11.1 Each share entitles to one vote in general meetings of shareholders.

11.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

**Art. 12. Amendments of the articles of association.** Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

**Art. 13. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 14. Adjournment of general meeting of shareholders.** Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders being in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

**Art. 15. Minutes of general meetings of shareholders.**

15.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

15.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

**D. Management****Art. 16. Composition and powers of the board of directors.**

16.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members, which shall at least include one (1) class A director and two (2) class B directors. However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

16.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

**Art. 17. Daily management.**

17.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

17.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

**Art. 18. Appointment, removal and term of office of directors.**

18.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

18.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

**Art. 19. Vacancy in the office of a director.**

19.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

**Art. 20. Convening meetings of the board of directors.**

20.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

20.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

**Art. 21. Conduct of meetings of the board of directors.**

21.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

21.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

21.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

21.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors, with at least one (1) class A director and one (1) class B director, are present or represented at a meeting of the board of directors.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors, including at least one (1) class A director and one (1) class B director, present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall not have a casting vote.

21.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

21.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

21.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

21.10 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 22. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.**

22.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by one (1) class A director and one (1) class B director jointly. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by one (1) class A director and one (1) class B director jointly.

22.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

**Art. 23. Dealing with third parties.**

23.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any one class A director together with any one class B director or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

23.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

**E. Audit and supervision****Art. 24. Auditor(s).**

24.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

24.2 An statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

24.3 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

24.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

24.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

**F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends**

**Art. 25. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 26. Annual accounts and allocation of profits.**

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

26.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

26.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

**Art. 27. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

27.1 The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

**G. Liquidation****Art. 28. Liquidation.**

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

## H. Final clause - Governing law

**Art. 29. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2017.
3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

### *Subscription and payment*

The thirty-one thousand (31,000) shares issued have been subscribed by Arminius Funds Management Limited, aforementioned, represented as stated above, for an amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000).

The shares so subscribed have been partially paid up by a contribution in cash so that the amount of seven thousand seven hundred and fifty euro (EUR 7,750) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of seven thousand seven hundred and fifty euro (EUR 7,750) is entirely allocated to the share capital.

### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares that he has verified the existence of the conditions provided for or referred to in articles 26 of the Law and expressly states that they have been complied with.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

### *Resolutions of the sole shareholder*

The incorporating shareholder, represented as stated here above, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. The following persons are appointed as directors of the Company for a period of six (6) years as of the date of the present deed:

(i) Mr. Choi Chang Hoon, born in Iksan, Republic of Korea on 21 October 1969, professionally residing at East Tower 26<sup>th</sup> Floor, Mirae Asset Center1 Bldg, 26 EULJIRO-5-GIL, JUNG-GU, Seoul, Korea, as class A director;

(ii) Mrs. Véronique Nahoé, born in Rocourt, Belgium, on 7 July 1973, professionally residing at 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B director; and

(iii) Mrs. Laëtitia Antoine, born in Woippy, France, on 30 March 1973, professionally residing at 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B director.

3. The following person is appointed as statutory auditor for a six (6) year term as of the date of the present deed:

Mr. Yun Sang Kwang, born in Seoul, Republic of Korea, professionally residing at East Tower 26<sup>th</sup> Floor, Mirae Asset Center1 Bldg, 26 EULJIRO-5-GIL, JUNG-GU, Seoul, Korea.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am sechzehnten Oktober.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Arminius Funds Management Limited, eine Aktiengesellschaft (société anonyme), bestehend unter dem Gesetz von Jersey, mit Sitz in First Island House, 19-21 Peter Street, St. Helier, Jersey JE2 4SP, eingetragen im Jersey Financial Services Commission mit der Nummer 94019;

hier vertreten durch Me Carl de la Chapelle, lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt am 16. Oktober 2015.

Besagte Vollmacht, welche von dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

#### **A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen Maps Cologne One (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

#### **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Ein weiterer Gesellschaftszweck ist der Erwerb und Verkauf von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf oder Verwaltung von Immobilien ist.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

#### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

#### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

#### **B. Gesellschaftskapital - Aktien**

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31 000), bestehend aus einunddreißigtausend (31 000) Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Aktie.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt dem bestehenden Aktionär angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden diese Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen am Gesellschaftskapital jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorkaufsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an den Aktionär/die Aktionäre gesendeten Einschreibens, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt, beträgt. Die

Hauptversammlung der Aktionäre kann das Vorzugsrecht des bestehenden Aktionärs/der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, begrenzen oder aufheben.

5.4 Im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

#### **Art. 6. Aktien.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

#### **Art. 7. Aktienregister - Übertragung von Aktien.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von den Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Der Nachweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs werden Zertifikate über die Eintragung ausgegeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 frei übertragbar.

7.4 Jede Übertragung von Namensaktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam (i) durch Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister, oder (ii) nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder dieser zugestimmt hat.

### **C. Hauptversammlung der Aktionäre**

#### **Art. 8. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.**

8.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

8.2 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Aktionäre“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

#### **Art. 9. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.**

9.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Verwaltungsrat oder, soweit vorhanden, durch den/die Rechnungsprüfer einberufen werden.

9.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem oder mehreren Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals halten, vom Verwaltungsrat oder vom Rechnungsprüfer/den Rechnungsprüfern einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

9.3 Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und zweimal in Form einer Einberufung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Zeitabstand von mindestens acht (8) Tagen und acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Einberufungen per Post sind acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu versenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Einberufung ausschließlich durch Einschreiben erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär zu versenden sind.

9.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

#### **Art. 10. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.**

10.1 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort am 10. Juni um 10:00 Uhr CET abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

10.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Wenn alle bei der Hauptversammlung anwesenden Aktionäre entscheiden, dass eine ordnungsgemäße Abstimmung derart gewährleistet werden kann, so können sie einstimmig beschließen, lediglich (i) einen Vorsitzenden und einen Schriftführer oder (ii) eine Person zu ernennen, die die Rolle des Rates der Versammlung übernimmt und in einem solchen Fall ist die Ernennung eines Stimmzählers nicht erforderlich. Soweit anwendbar und je nach Zusammenhang ist jeder Bezug auf den „Rat der Versammlung“ in dieser Satzung als Verweis auf den „Vorsitzenden und Schriftführer“ oder gegebenenfalls als Verweis auf die „Einzelperson, die die Rolle des Rates übernommen hat“, zu verstehen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

10.3 In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

10.4 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

10.5 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, insofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung gestellt werden.

10.6 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch eine unterzeichnete Stimmkarte abgeben, welche per Post, E-Mail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre können nur solche Stimmkarten verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionären ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

10.7 Stimmkarten, die für einen vorgeschlagenen Beschluss nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf diesen Beschluss ungültig. Die Gesellschaft wird nur Stimmkarten berücksichtigen, die sie vor der entsprechenden Hauptversammlung der Aktionäre erhalten hat.

10.8 Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen bestimmen, die von den Aktionären eingehalten werden müssen, um an einer Hauptversammlung teilzunehmen.

#### **Art. 11. Quorum und Stimmrecht.**

11.1 Jede Aktie gewährt eine Stimme in Hauptversammlungen der Aktionäre.

11.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz von 1915 oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

**Art. 12. Änderungen der Satzung.** Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

**Art. 13. Änderung der Nationalität.** Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 14. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre.** Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat jede sich im Gange befindliche Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

#### **Art. 15. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.**

15.1 Der Rat der Versammlung nimmt ein Protokoll jeder Versammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

15.2 Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

## D. Geschäftsführung

### Art. 16. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsrates.

16.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt, mit zumindest einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und zwei (2) Geschäftsführern der Kategorie B. Sollte die Gesellschaft durch einen einzigen Aktionären gegründet worden sein oder wird in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionären hat, so kann die Gesellschaft bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied geleitet werden, die auf die Feststellung folgt, dass es wieder mehr als einen Aktionär gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff „einziges Verwaltungsratsmitglied“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Verwaltungsrat“ als Verweis auf das „einziges Verwaltungsratsmitglied“ auszulegen.

16.2 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse.

### Art. 17. Tägliche Geschäftsführung.

17.1 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes von 1915 können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen Personen, mit gemeinsamer oder Einzelvertretungsbefugnis übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch einen Verwaltungsratsbeschluss bestimmt.

17.2 Die Gesellschaft kann durch notarielle Urkunden oder privatschriftlich Spezialvollmachten erteilen.

### Art. 18. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

18.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten und jedes Verwaltungsratsmitglied übt sein Amt aus, bis sein Nachfolger ernannt ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann wiederernannt werden.

18.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen in einer Hauptversammlung ernannt.

18.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit und ohne Grund mit einfacher Mehrheit der in einer Hauptversammlung der Aktionäre abgegebenen Stimmen abberufen werden.

18.5 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Verwaltungsratsmitglied sein.

### Art. 19. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

19.1 Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung der Aktionäre neu besetzt werden.

### Art. 20. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

20.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden, oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Die Verwaltungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Verwaltungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrats diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

### **Art. 21. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.**

21.1 Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden aus. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen verantwortlich ist.

21.2 Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

21.4 Eine Verwaltungsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

21.5 Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder, mit zumindest einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Verwaltungsratssitzung teilnehmenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder, mit zumindest einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

21.7 Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt muss jedes Verwaltungsratsmitglied, welches an einem Geschäft, das dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein Interesse hat, welches den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenskonflikt informieren; die Erklärung wird im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss von derartigen Interessenkonflikten informiert werden, bevor Beschlüsse zu anderen Tagesordnungspunkten gefasst werden.

21.8 Hat die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied, so werden Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, welches daran ein der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse hat, nur im Beschluss des einzigen Verwaltungsratsmitglieds erwähnt.

21.9 Regeln zum Interessenkonflikt finden keine Anwendung, sofern sich die Entscheidung des Verwaltungsrats oder des einzigen Verwaltungsratsmitglieds auf gängige Geschäfte bezieht, die unter normalen Bedingungen eingegangen wurden.

21.10 Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

### **Art. 22. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen - Protokoll der Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds.**

22.1 Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore, oder von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B gemeinsam unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B gemeinsam unterzeichnet.

22.2 Die Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

### **Art. 23. Geschäfte mit Dritten.**

23.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitglieds oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, durch die gemeinsame Unterschrift von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, oder durch (ii) die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis verpflichtet.

23.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vollmacht übertragen wurde.

## E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

### Art. 24. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

24.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

24.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

24.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Prüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

24.4 Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

24.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

## F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

**Art. 25. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

### Art. 26. Jahresabschluss und Gewinne.

26.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Verwaltungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

26.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

26.3 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

26.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

26.5 Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

26.6 Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Aktien.

### Art. 27. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

27.1 Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 Abschlagsdividenden auszahlen.

27.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

## G. Liquidation

### Art. 28. Liquidation.

28.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

28.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Aktionäre proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Aktien verteilt.

## H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

**Art. 29. Anwendbares Recht.** Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

### *Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

2. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre soll im Jahr 2017 abgehalten werden.

3. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Die einunddreißigtausend (31.000) ausgegebenen Aktien wurden von Arminius Funds Management Limited, vorgeannt, vertreten wie oben angegeben, für den Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) gezeichnet.

Die Einlage für die so gezeichneten Aktien wurde teilweise in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 7.750) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 7.750) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnende Notar erklärt hiermit, dass er die Einhaltung der Vorschriften, die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 aufgeführt sind und auf die verwiesen wird, geprüft hat und erklärt, dass diese erfüllt sind.

#### *Auslagen*

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausenddreihundert Euro (EUR 1.300,-) geschätzt.

#### *Beschlüsse des alleinigen Aktionärs*

Der Gründer, vertreten wie oben angegeben, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren und welcher auf eine formelle Einberufung verzichtet, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden, für eine Periode von 6 (sechs) Jahren ab dem eingangs erwähnten Datum, als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ernannt:

(i) Mr. Choi Chang Hoon, geboren in Iksan, Republik Korea am 21. Oktober 1969, geschäftsansässig in East Tower 26ten Stock, Mirae Asset Center1 Bldg, 26 EULJIRO-5-GIL, JUNG-GU, Seoul, Korea, als Geschäftsführer der Kategorie A;

(ii) Mrs. Véronique Nahoé, geboren in Rocourt, Belgien am 7. Juli 1973, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführerin der Kategorie B; und

(iii) Mrs. Laëtitia Antoine, geboren in Woippy, Frankreich am 30. März 1973, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführerin der Kategorie B.

3. Die folgende Person wird als Rechnungskommissar der Gesellschaft für eine Periode von 6 (sechs) Jahren ab dem eingangs erwähnten Datum ernannt:

Mr. Yun Sang Kwang, geboren in Seoul, Republik Korea, geschäftsansässig in East Tower 26ten Stock, Mirae Asset Center1 Bldg, 26 EULJIRO-5-GIL, JUNG-GU, Seoul, Korea.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: C. de la Chapelle, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 19 octobre 2015. GAC/2015/8839. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.*

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172629/731.

(150191444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

**Martin Weber S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6750 Grevenmacher, 6, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 53.220.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENNER S.A.R.L.  
*EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE*  
31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER  
Signature

Référence de publication: 2015172043/13.

(150190174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**MCS/AMS Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.634.

---

Les statuts coordonnés au 05/10/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/10/2015.

Me Cosita Delvaux

*Notaire*

Référence de publication: 2015172044/12.

(150190340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Jost S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 96.704.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 08 septembre 2015*

- L'assemblée générale des actionnaires prend bonne note du changement de dénomination sociale de l'Administrateur Luxembourg Trading Consulting Company S.A. modifiée en Jost Group S.A., ayant son siège social au 2, Am Hock, L-9991 Weiswampach, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B99394 et dûment représentée par Monsieur Roland JOST, représentant permanent.

- Il est décidé, à l'unanimité, de renouveler les mandats des membres du conseil d'administration pour une durée de 6 ans, et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'année 2020.

Les membres du conseil d'administration sont donc:

Monsieur Roland JOST, Administrateur, domicilié à B-4970 Stavelot, 12, route de Malmedy;

Monsieur Christophe RAVIGNAT, Administrateur, domicilié à B-4780 Recht, 34, Weiherstrasse;

JOST GROUP S.A., Administrateur, dont le siège social est situé au 2, Am Hock, L-9991 Weiswampach, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B99394 et dûment représentée par Monsieur Roland JOST, représentant permanent.

- Il est décidé, à l'unanimité, de renouveler le mandat de Monsieur Roland JOST, domicilié à B-4970 Stavelot, 12, Route de Malmedy, en tant qu'Administrateur-délégué unique. Son mandat prendra effet en date de ce jour jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'année 2020.

- Il est décidé, à l'unanimité, de renouveler le mandat de la société VPC Luxembourg, Réviseurs d'entreprises agréé, avec siège social au 4a, Op der Haart, L-9999 Wemperhardt, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B172513 et dûment représentée par Monsieur Jean-Louis PRIGNON, Représentant Permanent. Ce mandat est attribué jusqu'au 31/12/2015.

Pour extrait sincère et conforme

*L'Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2015173195/29.

(150191564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

---

**MGK Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3428 Dudelange, 1, route de Boudersberg.

R.C.S. Luxembourg B 118.556.

---

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2015172050/12.

(150189855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**MCS/AMS Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 100.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 151.851.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172045/10.

(150190114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**MCS/AMS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 1.000.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 151.797.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172046/10.

(150190118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Microsoft Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 32.699,26.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.  
R.C.S. Luxembourg B 160.052.

*Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 16 septembre 2015*

En date du 16 septembre 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution de nommer Monsieur Candido CAR-RERA DA COSTA, né le 2 septembre 1972 à Differdange, Luxembourg, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Keith DOLLIVER, gérant
- Monsieur Benjamin ORNDORFF, gérant
- Monsieur Lauri PAAL, gérant
- Monsieur Candido CARRERA DA COSTA, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Microsoft Luxembourg Investments S.à r.l.  
Signature

Référence de publication: 2015172637/22.

(150191152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

---

**MHC Investment, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 16.000,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 199.662.

---

*Extrait des Résolutions du Conseil de Gérance datées du 20 septembre 2015*

Avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015, le Conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 22, avenue Marie Thérèse L-2132 Luxembourg au 2, Rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

Avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015, le Conseil de gérance a décidé aussi de transférer les adresses professionnelles des gérants de Classe B Monsieur Thomas Heymans et Madame Nathalie Canzerini du 22, avenue Marie Thérèse, L-2132 Luxembourg au 2, Rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172051/16.

(150190198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**MLS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 66.566,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 127.213.

Il est à noter la démission de Madame Pamela Valasuo, née le 26 mai 1975 à Borga Ik, Finlande de son poste de gérant de la Société, avec effet au 31 août 2015.

Il est également à noter la démission de Madame Miranda Lansdowne, née le 3 octobre 1974 à Rugby, Royaume-Uni, de son poste de gérant de la Société, avec effet au 15 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

*Mandataire*

Référence de publication: 2015172052/15.

(150190424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Constructions Michelis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4485 Soleuvre, 40, rue de Sanem.

R.C.S. Luxembourg B 12.649.

---

**EXTRAIT**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 août 2015 a:

- renouvelé Monsieur Patrick MICHELIS, administrateur de sociétés, né le 9 décembre 1957 à Differdange (Luxembourg), demeurant à L-4970 Bettange-sur-Messe, 37 rue Haard, dans ses mandats de Président du Conseil d'Administration, d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2020.

- renouvelé Madame Mireille MICHELIS-GLODT, administrateur de sociétés, née le 21 février 1972 à Pétange (Luxembourg), demeurant à L-4970 Bettange-sur-Messe, 37 rue Haard, dans son mandat d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2020.

- renouvelé Madame Irmgard MICHELIS-THEOBALT, administrateur de sociétés, née le 4 août 1929 à Tholley (Allemagne), demeurant à L-4970 Bettange-sur-Messe, 16 rue Bechel, représentée par son tuteur provisoire, Monsieur Mathias PONCIN, dans son mandat d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2020.

- renouvelé La société à responsabilité limitée INTERAUDIT, établie et ayant son siège social à L-2529 Howald, 37 rue des Scillas, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29.501, dans son mandat de commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald, le 22 octobre 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015173038/23.

(150191803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

---

**MPT Fiduciary Assets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 114.110.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 8 octobre 2015*

1. Monsieur Pierre Claudel a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A avec effet au 12 octobre 2015.
2. Monsieur Ludovic Trogliero, administrateur de sociétés, née à Clichy-la-Garenne, France, le 8 juin 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de catégorie A pour une durée indéterminée avec effet au 12 octobre 2015.

Luxembourg, le 12 Octobre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MPT Fiduciary Assets S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015172054/16.

(150190088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**MTX Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 188.851.

Il est porté à la connaissance de tous:

- que Monsieur Mikhail KORNEV administrateur de catégorie A de la société MTX HOLDING (société sise au 24, rue Saint-Mathieu L-2138 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 188.851), est domicilié à l'adresse suivante et ce avec effet au 30 avril 2015:

25, rue de Remich

L-5460 Trintange

Référence de publication: 2015172055/13.

(150190301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Amromco Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: RON 62.657,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 161.397.

*Extrait des résolutions de l'associé unique du 14 octobre 2015.*

En date du 14 octobre 2015 l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Cecilia Dascalu, née le 29 juin 1969 à Spineni en Roumanie, demeurant professionnellement au 16225 Park Ten Place, Suite 850, Houston, TX 77084, aux États-Unis, en tant que gérant de classe A de la Société, et ce avec effet au 10 octobre 2015 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance de la Société se compose désormais comme suit:

*Gérants de classe A:*

- Jon Goddard

- Cecilia Dascalu

*Gérants de classe B:*

- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l.

- Hille-Paul Schut

- Neela Gungapersad

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Sophie Zintzen

Mandataire

Référence de publication: 2015172244/25.

(150190710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

---

**Mullebutz s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 13, rue Bolivar.  
R.C.S. Luxembourg B 34.938.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015172058/10.

(150189892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Munster, Société Anonyme.**

Siège social: L-2160 Luxembourg, 5-7, rue Munster.  
R.C.S. Luxembourg B 19.885.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2015172059/12.

(150189851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

---

**Lux-Drones, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6977 Oberanven, 61, rue d'Ernster.  
R.C.S. Luxembourg B 184.587.

**EXTRAIT**

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg,  
pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg.  
en date du 09 octobre 2015 enregistrée à Luxembourg A.C.2, le 09 octobre 2015  
Relation: 2LAC/2015/22728,

Que

Monsieur Fabrice BUCHER, salarié, né le 17 avril 1974 à Thionville (France), demeurant à F-54490 Avillers, 6, rue  
Principale a cédé à

Monsieur Stéphane ANXIONNAT, salarié, né le 8 janvier 1974 à Villerupt (France), demeurant à L-6977 Oberanven,  
61 rue d'Ernster.

20 parts sociales de la Société  
«LUX-DRONES»

établie et ayant son siège social à L-6977 Oberanven, 61 rue d'Ernster,  
inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 184.587,

Et que

- dès lors le capital social est intégralement souscrit par Monsieur Stéphane ANXIONNAT, salarié, né le 8 janvier 1974  
à Villerupt (France), demeurant à L-6977 Oberanven, 61 rue d'Ernster.

- Que les Associés ont révoqué Monsieur Fabrice BUCHER de sa fonction de gérant administratif de la dite société avec  
effet au jour de l'Assemblée Générale et Monsieur Stéphane ANXIONNAT de sa fonction de gérant technique de la dite  
société avec effet au jour de l'Assemblée Générale

- Que Monsieur Stéphane ANXIONNAT, salarié, né le 8 janvier 1974 à Villerupt (France), demeurant à L-6977 Obe-  
ranven, 61 rue d'Ernster. a été nommé gérant unique et que la société sera engagée en toutes circonstances, y compris toutes  
opérations bancaires, par la signature individuelle du gérant.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173848/32.

(150192810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2015.

---

**NasyaJet S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.  
R.C.S. Luxembourg B 128.104.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 09 octobre 2015 que:

Le siège social de la société est transféré du 1, Place du Théâtre L-2613 Luxembourg au 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg

L'adresse de Monsieur André HARPES et de la société COMPTABILUX S.A. sont transférées également du 1, Place du Théâtre L-2613 Luxembourg au 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 octobre 2015.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015172061/17.

(150190283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

**Sofronis Arts, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Kim-Sofronis Arts).**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 199.490.

L'an deux mille quinze, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

## A COMPARU:

Monsieur Nikolas SOFRONIS, employé privé, demeurant à L-7364 Bofferdange 1, A Romesch.

Lequel comparant est ici représenté par Madame Sophie BATARDY, employée privée, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 12 octobre 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée Kim-Sofronis Arts, établie et ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 199.490,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 août 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2761 du 7 octobre 2015.

Ensuite le comparant, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

*Résolution unique*

L'Associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société en Sofronis Arts et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société aura la dénomination Sofronis Arts."

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. BATARDY, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 octobre 2015. Relation: GAC/2015/8812. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 21 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172588/37.

(150191222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.